

Ecologie: backlash/rétropédalage?

Comment dépasser les résistances des citoyens à l'égard des politiques climatiques ? C'est la question à laquelle la Fondation Jean-Jaurès se propose d'apporter quelques réponses en avril 2024. Le Monde (2024) s'est fait l'écho d'une étude¹ confiée à Théodore Tallent, chercheur doctorant et enseignant en science politique qui livre douze propositions pour parvenir à construire une transition désirable. Mais en s'appuyant sur d'autres travaux, il est possible de mieux connaître qui sont ces climatosceptiques dont le nombre augmente et qui s'opposent aux transformations proposées. Est-ce que ce refus est soluble dans un discours susceptible de montrer les avantages de la transition en minimisant les transformations nécessaires qu'il faudra entreprendre dans un contexte fait de complexité et d'incertitudes ? Or, il semblerait que les réticences aux changements sont ancrées dans des références culturelles profondes.

Compte tenu des catastrophes climatiques observées, la réalité du changement climatique est rarement mise en cause mais l'origine humaine du changement climatique est encore contestée par les climatosceptiques qui représentent près de 30% de la population française tandis que les climatologistes considèrent que les positions des climatologues sont beaucoup trop radicales.

Or, si François Gemmene² accepte que seul un petit groupe de convaincus puisse être à l'origine des politiques climatiques, l'idéal consiste à entraîner tout le monde puisque « *les individus font partie de la solution qui ne peut pas être contre eux mais pour eux ; si elle est adaptée et bien construite elle leur apportera des bénéfices nombreux et tangibles* ». Selon Jean-Marc Jancovici³ : « *Il faut engager toute la population, et nous ne pouvons en effet pas nous contenter d'embarquer les 10 % ou les 20 % les plus riches, capables de faire face matériellement* ». Il s'agit de trouver l'équilibre entre d'un côté la tentation de l'inaction, et de l'autre le recours au macro-discours écologiste qui apparaît souvent comme « total » et moralisateur, voire déconnecté.

Pour mettre en œuvre ces politiques destinées à mettre en avant les bénéfices qu'elles apportent, Théodore Tallent propose quelques recommandations :

- Il est vrai que personne n'a fondamentalement envie de vivre entouré de béton, de pollution, de pesticides, de plastique, etc. Il est donc possible de présenter la transition comme le moyen d'atteindre une société plus saine, plus heureuse et avec des emplois de qualité, et d'une souveraineté industrielle et agricole regagnée. Il faut évoquer les dizaines de milliers d'emplois créés dans la vallée de la batterie dans le Nord de la France, les produits plus sains grâce à l'agroécologie, les petits villages qui augmentent de 50% leur budget grâce aux éoliennes installées sur leur territoire, les communes ayant opté pour, et réussi, les logements rénovés qui font diviser les factures d'énergie par cinq, etc. C'est donc en s'appuyant sur cet imaginaire présentant un futur désirable que les mutations nécessaires pour atteindre ces objectifs doivent être présentées.

- L'auteur affirme, en conformité avec de nombreuses études que la transition, pour être acceptée doit être juste. Les bénéfices et les coûts doivent être partagés. Or, la justice est une notion bien difficile à

¹

https://www.jean-jaures.org/publication/backlash-ecologique-quel-discours-pour-rassembler-autour-de-la-transition/?post_id=55877&export_pdf=1

² François Gemmene, en s'appuyant sur Serge Moscovici, montre qu'un groupe minoritaire peut entraîner l'innovation par des comportements cohérents et répétitifs. Si la majorité ne propose pas de réponse à un problème défini, alors une minorité qui proposerait une solution au problème serait susceptible de rallier la majorité simplement parce que la majorité n'aurait pas de solutions alternatives à proposer. Dans le cas du changement climatique, une minorité cohérente et organisée serait susceptible de créer une véritable émulation et de rallier à sa cause la majorité. Les travaux de Sabatier et de Jenkins-Smith semblent aller dans le même sens. Gemmene F., 2022, *L'écologie n'est pas un consensus*, Fayard, 126p.

³ Jancovici J.M., Cagé, J., 2024, Julia Cagé et Jean-Marc Jancovici, Pourquoi le vert embrase-t-il tout ? Le Grand Continent; da Empoli, Giuliano. Portrait d'un monde cassé. L'Europe dans l'année des grandes élections (French Edition) (p. 279). Editions Gallimard. Édition du Kindle. in Giuliano da Empoli. Le grand continent : *Portrait d'un monde cassé: L'Europe dans l'année des grandes élections*, Gallimard, p.

mettre en place. Paradoxalement, ce sont les plus démunis qui seraient les premiers bénéficiaires d'une politique préventive puisque ce sont souvent eux les plus menacés : ils habitent dans un logement peu adapté au froid ou à la prévention des canicules (passoire thermique), travaillent dans une ambiance toxique et se nourrissent avec des produits fortement transformés. Cependant, les climatosceptiques refusent les efforts nécessaires pour assurer la transition dont le bénéfice ne se fera sentir que dans de nombreuses années.

-Éviter de présenter le changement climatique comme un problème abstrait alors qu'il se traduit par des canicules, des inondations, un manque d'eau etc... Il est vrai que le réchauffement climatique n'est plus une projection issue des modèles, il est déjà là et chacun a vécu dans sa chaire et dans son environnement les méfaits d'une canicule, de la sécheresse, du manque de neige, du recul du trait de côte ou d'un phénomène climatique exceptionnel : tornade, tempêtes, fortes pluies. Le climat rejoint les préoccupations quotidiennes du temps qu'il fait, il relève du sensible et non pas seulement de considérations abstraites et de spéculations sur le futur. Les objectifs de la transformation écologique présentés à des horizons éloignés, 2035, 2050 ont pu masquer les préoccupations actuelles montrant l'impréparation collective et individuelle. Or, l'écart vécu entre les conséquences ressenties du changement climatique et la perception des aménagements à apporter, est une source profonde de créativité.

-Le climat relève de l'écologie du sensible et affecte chacun selon son environnement mais tout le monde est concerné à sa mesure. Ainsi la recherche d'une alimentation biologique obéit à la fois à des motifs sanitaires individuels et à des préoccupations plus collectives environnementales (proximité, réduction des intrants...). Il est plus facile d'engager une démarche individuelle quand elle est soutenue et partagée par un groupe comme celui des familles à énergie positive.

-Insister sur les différentes échelles. Bien que le cadre national et européen soient essentiels, la transition doit être systémique et avoir une traduction très concrète au niveau de chaque territoire, et adaptée à chaque contexte économique, social et culturel. Les normes générales peuvent être adaptées à la mesure de chacun. Même les plus démunis sont concernés par les bienfaits que peut apporter les changements imposés par le climat. Le vote écologiste souvent associé aux élites urbaines donne une idée tout à fait déformée du concernement collectif. Les travaux sur l'écologie populaire montrent combien les citoyens les plus pauvres agissent pour la protection de l'environnement et qu'il y a toujours moyen de s'engager davantage pour le bénéfice de tous.

-Les messages climatiques gagnent en efficacité lorsqu'ils s'alignent sur les valeurs et les priorités personnelles, telles que les économies financières, le bien-être ou l'attention portée à sa communauté et à sa famille. Sandra Laugier rapproche ainsi l'éthique du « care » avec l'attention portée à l'environnement : « *Le care est d'abord le souci des autres, l'attention à la vie humaine et à ce qui fait sa continuité* » La sobriété peut apporter des bénéfices financiers ou sanitaires à condition d'avoir opéré un changement de culture qui consiste à se dégager de l'emprise du consumérisme et à investir davantage dans l'être que dans l'avoir. Mais comment encourager ce retournement personnel relevant surtout de l'expérience intime ? La déstabilisation engendrée par la pandémie permettant de découvrir la vulnérabilité de chacun a pu amorcer des changements de cap dans des sens différents.

Toutes ces recommandations élaborées par Théodore Tallent semblent relever du bon sens mais n'apportent pas de solutions à la question du choix des transformations à opérer et de la gouvernance à mettre en place pour construire un projet collectif. Or, les choix collectifs à adopter se heurtent à des incohérences et des contradictions qui soulignent la complexité de la société et l'absence de solutions simples. Le mouvement imprimé par l'Europe vers l'adoption de véhicules électriques ne peut pas susciter l'unanimité car le doute persiste sur le prix élevé, les batteries, l'origine de l'électricité, les bornes de recharge etc... Ces injonctions contradictoires (la fin des énergies fossiles est programmée mais le prix de l'essence baisse, les voyages en train sont plus écologiques mais les trajets en voiture ou en avion sont plus économiques...). Sont très déstabilisantes, elles alimentent l'éco-anxiété devant l'ampleur des incertitudes.

D'autres travaux (Philippe Coulangeon, 2022, Jean-Yves Dormagen, 2023...) permettent d'aller plus loin dans la compréhension du climatoscepticisme et des obstacles rencontrés par la transformation écologique. Il faut tout d'abord noter combien la préoccupation environnementale semble largement et durablement installée parmi les Européens et même, à des degrés variables, l'ensemble des régions de la planète. Cette unanimité n'avait pas engendré de clivages politiques majeurs en France, contrairement aux USA. Or, ce temps du consensus semble terminé et des oppositions, reprises par les partis politiques, commencent à se faire sentir ; elles se cristallisent autour du « green deal » européen qui, jusqu'à maintenant avait semblé faire l'objet d'un consensus. Les manifestations des agriculteurs ont présenté le Pacte Vert comme imposant des normes et des contraintes impossibles à tenir (jachères, pesticides, passage en agriculture biologique...). Ces critiques ont d'ailleurs été largement investies par des communautés qui jouent de l'opposition entre la figure de l'agriculteur enraciné incarnant les terroirs et le monde regretté d'avant d'un côté, et les élites écologistes « déconnectées » porteuses d'un projet idéologique autoritaire de transformation des modes de vie et de la société de l'autre.

Il est vrai qu'une partie croissante de la population est en train de se rendre compte – confusément, maladroitement et parfois très explicitement – que les cahiers des charges de la transition, touchent directement le pouvoir d'achat et les modes de vie de nombreux citoyens. Cette réaction prend actuellement la forme du rejet de l'écologie punitive et des transformations écologiques qui s'imposent. En effet, les contraintes liées à la maîtrise du climat, prises à l'échelle mondiale, semblaient éloignées aussi bien dans l'espace que dans le temps puisque des horizons de 2035 ou 2050 étaient évoqués. Or, à l'heure actuelle, non seulement les manifestations du réchauffement climatique s'imposent de plus en plus mais les mesures à prendre pour maîtriser les émissions de CO₂ deviennent de plus en plus concrètes et se traduisent par des contraintes : augmentation du prix de l'énergie, de celui des matériaux et même du prix des produits alimentaires. Le climat, préoccupation à moyen terme, a donc des répercussions aussi à court terme, d'où le slogan opposant la fin du mois à la fin du monde. Dès lors, ceux qui se sentent – à tort ou à raison – les plus menacés par la fin des véhicules thermiques, par de possibles taxes sur les carburants, par l'installation de parcs éoliens ou tout simplement stigmatisés dans leur mode de vie – pavillonnaire – vont avoir tendance à se reconnaître dans les discours et les positions hostiles aux politiques de transition. Cette réticence ne se situe pas sur le terrain scientifique du climat mais plutôt sur les solutions préconisées par les membres du GIEC taxés de climatologues radicaux .

Philippe Coulangeon⁴ dans « *la conversion écologique des Français* » ouvre quelques pistes.

La satisfaction des besoins élémentaires a modifié la hiérarchie sociale des aspirations et des valeurs au profit des valeurs « postmatérielles », dont le respect de la nature et la recherche de la qualité de vie sont emblématiques, par contraste avec les valeurs matérielles associées à l'accumulation de richesse et à la consommation. Ce qui explique les différences à l'échelle internationale et nationale entre les populations les plus aisées qui peuvent avoir des exigences de qualité de vie et ceux qui sont préoccupés par la gestion matérielle du quotidien. Ainsi, Jean-Paul Bozonnet, constate qu'en Europe les populations les plus exposées aux nuisances et impacts ne sont pas nécessairement celles qui s'en préoccupent le plus.

L'économiste espagnol Joan Martínez Alier suggère ainsi l'opposition entre une « écologie de l'abondance », qui constitue le revers de la surconsommation et des nuisances qui lui sont associées dans les pays riches, et un « écologisme des pauvres », davantage lié à l'exposition directe aux nuisances du changement climatique et du transfert vers les pays pauvres des activités les plus polluantes.

Aujourd'hui, en France, la préoccupation environnementale s'exprime prioritairement à l'échelle globale et de manière relativement abstraite, ce qui confirme l'autonomie relative des préoccupations environnementales à l'égard de l'exposition directe et locale aux enjeux environnementaux dans les pays aisés. Ainsi, alors qu'en 2016 seuls 14 % des Français jugent comme mauvais l'état de l'environnement dans leur commune de résidence, ils sont 74 % à juger comme mauvais l'état de l'environnement dans le monde.

⁴ Coulangeon P., 2023, *la conversion écologique des Français* , PUF, 218p.

En outre s'esquissent deux conceptions de l'environnement qui correspondent à deux systèmes de valeurs représentant grossièrement le clivage gauche/droite. La conception dominante à droite de l'échiquier électoral porte une vision optimiste du progrès technique et économique ou bien une conception identitaire de la défense de l'environnement, assez largement fondée sur la vision mythifiée d'une France rurale authentique protégée des « périls du métissage » supposément associés à l'atmosphère des métropoles industrielles. A gauche, les revendications environnementales auraient été longtemps restreintes aux mouvements sociaux minoritaires, hérités de Mai 68, et critiques des institutions politiques et économiques dominantes. La généralisation des préoccupations environnementales est davantage tournée vers un paradigme « alternatif émergent » fondé sur une représentation « écocentrique » du monde qui inverse le sens de la relation de l'homme à la nature.

Les travaux de Jean-Yves Dormagen⁵ s'appuient sur les résultats d'un Sondage YouGov « International Climate Change Survey », réalisé du 11 juin au 22 juillet 2019 concernant les climatosceptiques. Depuis plusieurs années, le nombre relatif des négationnistes n'augmente pas (8%) ; en revanche, entre 2019 et 2022, le nombre des climato-sceptique a beaucoup augmenté partout dans le monde. En effet, là où 70% des sondés acceptaient en 2019 le fait qu'« il y a un changement climatique d'origine humaine », ils ne sont plus que 63% en 2022.

Le climato-scepticisme nie l'origine humaine du réchauffement tandis que le climato-relativisme considère que les rapports du GIEC exagèrent. Le changement climatique est présenté comme une « théorie » ce qui permet d'en relativiser le contenu et le réalisme en affirmant que les scientifiques sont excessifs et trop radicaux. Ainsi les climatosceptiques s'opposent globalement aux politiques de « transition écologique » et à la plupart des mesures qui en constituent les soubassements. Les mesures préconisées sont présentées comme injustes socialement, néfastes pour la qualité de vie des Français et « anti-écologiques ». Enfin, ces politiques seraient inutiles car le progrès technique et la science apporteraient les solutions pour relever le défi climatique.

Les études révèlent que l'enjeu écologique s'inscrit pleinement dans le clivage le plus structurant des démocraties européennes : les questions identitaires. Plus globalement, l'écologie ne constitue pas un enjeu idéologique autonome, mais au contraire, elle ne se comprend qu'en rapport à d'autres attitudes relevant de dimensions proprement identitaires : rapport aux étrangers, à l'islam, aux identités sexuelles et de genre. Les positions climato-sceptiques et climato-relativistes atteignent des niveaux significatifs dans des groupes situés sur la droite et l'extrême droite de l'espace politique, donc des groupes caractérisés par un fort conservatisme sociétal et des positions identitaires prononcées appartenant à l'espace des droites traditionnelles (pas seulement celui du « populisme »).

Le rejet des politiques de transition puise aussi sa source dans la défiance envers les élites, laquelle va souvent de pair avec l'adhésion à des énoncés complotistes. (Jean-Yves Dormagen⁶, 2023). L'augmentation du nombre de climatosceptiques depuis 2019 montre l'influence de la pandémie qui s'est traduite par une méfiance vis-à-vis de la science et le développement d'un mouvement antivax qui a servi de soubassement aux complotistes pilotés par le Kremlin puis aux climatosceptiques. Ceux-ci se disent climato-réalistes et refusent la responsabilité de l'activité humaine dans le changement climatique en revendiquant une manière de penser « indépendante » et « pragmatique », en dehors des « idéologies » imposées par les « élites ». 42 % des enquêtés se disent ainsi être en accord avec la proposition selon laquelle « les élites ont pour projet d'instaurer une dictature

⁵ Dormagen J.Y., 2024, La nouvelle fracture : écologie et société dans le nouveau cycle politique européen in Giuliano da Empoli. Le grand continent : *Portrait d'un monde cassé: L'Europe dans l'année des grandes élections*, Gallimard, p.

⁶ Dormagen J.Y., Fournier S., 2023, « dictature climatique », « pass climat », « great reset »... : *les discours complotistes à l'assaut de l'opinion*. Fondation Jean-Jaurès, 6 avril 2023

https://www.jean-jaures.org/publication/dictature-climatique-pass-climat-great-reset-les-discours-complotistes-a-l-assaut-de-l-opinion/?post_id=43771&export_pdf=1

climatique ». Dans le même registre, une proposition comme « ce sont les plus pauvres qui paient la crise climatique et énergétique alors que ce sont les plus riches qui en sont responsables » enregistre un soutien encore supérieur de 79 %. Ces discours pourraient puiser une part de leur efficacité dans une logique de disqualification des défenseurs du climat décrits comme les représentants d'élites déconnectées visant à établir une « dictature climatique » contre le peuple.

Le Baromètre 2023 de la confiance des Français dans les médias, réalisé par Kantar et le journal La Croix montre ainsi que, chez les 18-24 ans, les réseaux sociaux constituent désormais la principale source d'information. Il apparaît ainsi qu'« *une communauté de plusieurs milliers de comptes relayant des contenus déniéristes* » s'active sur Twitter pour y établir « *des narratifs qu'ils s'efforcent ensuite de mettre à l'agenda de manière planifiée* ». Ainsi le compte le plus influent de cette communauté a-t-il fait preuve, à partir de l'été 2022, d'un « *soudain emballement pour les questions climatiques, qui fait suite à une longue période de militantisme anti-vax, la transition entre ces deux périodes s'effectuant à travers une phase où il s'est fait le discret relais de la propagande pro-Kremlin qui a inondé les réseaux sociaux au début de la guerre en Ukraine* ». Depuis plusieurs années, les réseaux sociaux posent un danger démocratique – ils constituent désormais une menace climatique.

Conclusion

Les climatosceptiques sont certes, réticents à modifier leurs habitudes et à prendre en charge la transition écologique. Ils sont surtout motivés par la peur de l'avenir, la complexité du monde et les incertitudes géopolitiques alimentent une éco-anxiété déstabilisante d'où la tentation de ne pas vouloir bouger pour prendre en charge le dérèglement du climat qui s'impose en renforçant encore la crainte de l'avenir. Paradoxalement, ceux qui sont prêts à changer pour assurer la transition climatique ont une position plus stable dans la société et se sentent plus sûrs d'eux. Vanter la sécurité du monde actuel est un leurre alors qu'espérer dans un monde meilleur est possible à condition de faire un pas de côté et de vouloir quitter un monde injuste et sans avenir.

Le développement des réseaux sociaux qui renforcent « l'entre-soi » génère une forme de déni de la réalité. Ce refus du monde qui change retarde l'adaptation qui risque de s'imposer par la contrainte et entretenant la méfiance vis-à-vis des élites. Car changer demande des efforts mentaux autant que physiques. C'est un effort de se couper de ses habitudes, de son mode de vie, de sa famille ou de ses amis. Il y aura aussi un effort culturel à faire sur soi parce qu'en termes strictement matériels, même le mode de vie des personnes payées au SMIC en France aujourd'hui n'est pas durable.